Défausses et des fosses

Posté le : 30 octobre 2020 08:56 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Crise systémique, Humeur, Attitudes, Economie et politique

Alexis Brézet pose une bonne question dans le Figaro : qu'est-ce qui s'est passé au gouvernement pendant l'été ? Elargissons la question : qu'est-ce qui s'est passé depuis qu'Emmanuel Macron a décidé de « reprendre la main », dès mai 2020 ?

En mai, Emmanuel Macron explose d'irritation mal contenue. Il n'a plus la main et c'est Edouard Philippe qui fixe le tempo de la lutte contre la pandémie. Ses discours sont totalement décalés. Il choisit ses mots, fait des phrases, tente des postures, … et se ridiculise. Le Covid entrave son « narratif » . Il lui faut éliminer cette contrainte et avec elle le Premier Ministre pour « reprendre la main », objectif ridicule, car la question du moment n'était pas de savoir si le Président a la main ou non mais si le gouvernement affronte correctement les différentes crises. Tel n'est pas la préoccupation du Président qui est d'éliminer d'abord l'obstacle électoral des Municipales : LREM s'étant ridiculisé à Paris, il fait élire Mme Hidalgo. Encore merci ! Il ne faut pas que « la droite » se remette sur pied en vue des présidentielles. Et déjà il songe à la faire perdre aux régionales ou à reporter ces élections. L'important, ce sont les Présidentielles et rien d'autre. Tout le « narratif » d'apparence puérile qui est construit patiemment par le verbe est de mettre le candidat, comme la première fois, en situation d'avoir une presse chantant une geste glorieuse, avec ces dizaines de premières pages mettant en scène un héros. Cette démarche politicienne rationnelle se double d'une exigence pathologique à se voir lui-même en héros. Impossible pour lui psychologiquement comme politiquement d'accepter de voir Edouard Philippe tenir la vedette pendant qu'il s'enfonce dans les sondages.

Macron attend impatiemment de signer le déconfinement donc la fin, momentanée, de la crise du Covid et, définitive, de la parenthèse Philippe. Après avoir déclaré que tout était prêt pour une nouvelle flambée à l'automne (ce qui prouve au passage qu'elle était anticipée) et que les Français pouvaient retrouver toutes les joies d'une vie normale, il impose un sous-fifre qui ne lui fera pas d'ombre, M. Castex, énarque éteint, au poste Premier Ministre. Et le voici qu'il virevolte en jet-ski sous l'œil des caméras spécialement convoquées pour bien montrer que le temps était revenu du soleil, de la gaité et des belles vacances ! Une totale inconscience narcissique !

Le pays n'a strictement rien à faire de toutes ces simagrées qui ne correspondaient en rien aux nécessités nationales.

Mais voilà : « **Il** » avait repris la main. Le spectacle pouvait commencer. Pratiquement chaque jour le pays entendra une annonce sympathique : trois milliards pour machin ; cinq milliards pour trucmuche… Les cadeaux tombent comme à Gravelotte. **« Il »** est au rendez-vous des récompenses et des prébendes. Cet arrosage indécent précède le grand show.

« Mesdames et Messieurs, attention, tout va commencer ». Cela commence par le plan mirifique européen de 750 milliards d'euros, dont un enfant de trois ans peut constater qu'il coûtera à la France si tant est que les pays de l'Est le votent et acceptent des conditions insultantes pour leur démocratie. Toute une presse européiste et énamourée chante la survenue du miracle : L'Union Européenne est enfin un Etat qui lève l'impôt ! Trois mois plus tard rien n'est toujours signé.

Ensuite on a droit au grand numéro libanais, où une explosion particulièrement terrifiante sert de décor à un exercice narcissique totalement délirant. Deux mois plus tard, le Liban est revenu à la

situation initiale et s'est payé la tête du président français.

Et voilà le grand numéro du plan de relance à 100 milliards, affichage d'un « fléchage » parfaitement ridicule et politicien. Deux mois plus tard on en cause au Parlement mais c'est le reconfinement qui est là et qui balaie tout espoir de reprise par la relance.

Le « grand show » est plus qu'un échec, un bide dise les professionnels du spectacle, et qui va devenir sanglant après quelques épisodes grotesques.

Macron tente de reprendre son narratif pro vert et anti Gilets Jaunes, avec quelques mesures de sa convention citoyenne, cette fantaisie anti démocratique qui avait vu une centaine de volontaires charger la mule pour sauver la planète sans tenir le moindre compte des moindres réalités. L'ennui c'est qu'il est impossible de mettre cette démagogie en œuvre. Alors Macron s'est fait tancer par les « conventionnels » et a dû assumer le ridicule de la situation. Après deux jours de débat, la question écologique est évacuée. Ce n'est que le début des enterrements.

Un musulman Tchéchène, stimulé et guidé par une noria de musulmans déchaînés coupe la tête d'un malheureux professeur. Une monstruosité de plus ! Elle dévalorise tout le discours d'évitement tenu par Emmanuel Macron sur la sédition et la subversion musulmane, gonflée par une immigration qu'il a laissé croître démesurément depuis qu'il est élu, tout en éludant le harcèlement permanent des organisations musulmanes pour faire reconnaitre leurs mœurs et leur suprématie là où ils sont devenus majoritaires. Partout les institutions sont gangrenées, l'université d'abord et ensuite l'école, les hôpitaux, les entreprises. On voit des « élèves » désigner le prof condamné par une fatwa contre quelques centaines d' euros, en même temps que des dizaines d'organisations mettent la pression sur le rectorat, une institution spécialiste de la lâcheté depuis des décennies, en appellent à la justice et aux droits de l'homme pour sanctionner le « coupable » et que des dizaines de milliers d'intervenants sur les réseaux sociaux harcèlent l'opinion et déversent des tonnes de haine religieuse et raciale.

L'horreur stimule les finesses du langage macronien. Voici que le « narratif » compte un mot nouveau : séparatisme. Naturellement, pour la nouvelle propagande, il n'est le fait que d'une minorité « radicalisée » qu'il faut isoler et réduire. Quand il a exalté les immigrés musulmans à Marseille, lors de la campagne présidentielle, ou quand il a expliqué que la France avait commis des crimes contre l'humanité vis-à-vis des peuples arabes, E. Macron n'a fait que conforter la haine de peuples bien décidés à prendre leur revanche sur la colonisation et l'échec historique musulman. Accroitre l'irrédentisme musulman et le désir des noirs de seconde génération de ne sentir en rien concernés par la culture et les mœurs des « Gaulois » était une grave erreur nationale.

Cette tête d'enseignant roulant sur le sol, qu'a-t-il fait pour l'empêcher ? Rien. Ce n'était pas dans son narratif électoral. Quelques semaines avant, il avait nommé un Garde des sceaux critiquant le « sentiment d'insécurité » après que la sotte Belloubet eût fait sortir de prison pratiquement tous les prisonniers de droit commun, provoquant, à la rentrée, une hausse dramatique des agressions contre les biens et les personnes, l'impunité étant désormais garantie aux voyous. Pire encore elle avait accepté le retour de centaines de djihadistes, pendant que la Sécurité Sociale versait des pensions d'invalidité à ceux qui étaient rentré blessés. Il est vrai qu'elle n'avait pas cesser ses versements lorsqu'ils étaient au Moyen Orient à commettre les crimes les plus épouvantables. Le crime contre l'humanité subventionné par la Sécu, ça vous classe un pays et son président.

Bien sûr, Macron n'est pas le seul à être pris à revers par ces évènements tragiques. Tous les mouvements de professeurs de gauche qui ont milité contre les expulsions d'élèves venant de famille en situation d'expulsion, se retrouvent souillés par le sang d'un martyr qui doit beaucoup à leurs erreurs. En culpabilisant la prudence et l'éviction de familles venues en fraude et incapables de s'intégrer dignement et dans le respect des règles de la République Française, ils ont

déculpabilisé le passage à l'acte des musulmans violents. Des affaires « Léonarda » il y en a eu des centaines depuis, le rite de bonne conscience devenant routinier dans l'Education Nationale. Juste un exemple pour illustrer ce constat : « Une centaine de personnes se sont mobilisées ce lundi 27 mai, vers 18h devant le collège des Provinces de Cherbourg (Manche). Professeurs, personnel du collège, parents d'élèves, élus locaux ... Tout un collectif pour soutenir une famille du quartier, originaire d'Albanie, menacée d'expulsion ». Il suffit de consulter internet pour trouver une véritable litanie d'exemples de ce type.

Parler de « séparatisme » permet d'éviter « d'essentialiser » la critique des attitudes musulmanes et de tomber sous le coup des lois dangereuses destinées à ruiner la liberté d'expression et la manifestation d'inquiétudes, en interdisant la « stigmatisation » à caractère racial ou religieux. Les musulmans restent des gentils qui sont « les premières victimes de l'islamisme ». Tout la presse qui n'osait plus évoquer quoi que ce soit sur les comportements collectifs des associations et des groupes musulmans, peuvent enfin se revancher sur les « séparatistes » et faire valoir un peu de la réalité dramatique qui s'est imposée partout sous la pression musulmane. Le mot bien sélectionné ne correspond à aucune réalité mais permet à Macron de ne pas nommer l'adversaire et de se défausser. A côté de la fosse où le corps supplicié sera enterré, avec naturellement force discours et pleurs ! Depuis rien n'a changé vraiment. Ce serait contraire au « narratif » macronien !

Sur les différents fronts diplomatiques, Macron perd. L'Allemagne est devenue la seule force dominante en Europe. La Turquie n'en fait qu'à sa tête et l'insulte à loisirs. Il faut dire qu'il a manqué de courage lorsqu'un bâtiment français a été « illuminé » par une frégate turque. C'est la France qu'on nargue et pas seulement le président qu'on insulte. Ne parlons plus du Liban. Et toutes les nations musulmanes se mettent à conchier la France tout en encourageant leurs ressortissants en France à persévérer dans leur « séparatisme » et à perpétrer de justes représailles contre les attitudes impies des Frankaouis.

Et voilà que le Covid frappe à nouveau. On l'avait éliminé du décor et il refait surface. On était prêt ! Et tout sombre ! Qu'a-t-on fait depuis mai et le déconfinement pour se préparer ? Rien, puisqu'on était prêt. Macron a fait une scène inouïe en septembre à ses ministres pour qu'ils ne prennent pas de positions publiques parce que cela nuisait à son message génial et à l'expression de sa politique phénoménale de triomphateur cosmo planétaire. Le Covid il ne voulait pas en entendre parler, comme en janvier et février. Alors les ministres sont rentrés à la niche, laissant le terrain à Jupiterino-le-communiquant.

Tout le monde savait qu'il fallait se préparer intelligemment, régler la question des vaccins contre les autres virus, revoir les stratégies et agir vite en cas de reprise selon des plans préparés à l'avance. D'accord, mais on a eu le changement de gouvernement qui a occupé toutes les énergies jusqu'à la fin des vacances, et l'interdiction de se mettre en travers le la Geste Géniale Du Grand Macron. Les camarillas sanitaires ont continué à se tirer dans les pattes. Aucune politique de santé n'a été élaborée. Et les morts recommencent à s'accumuler et il n'y a plus rien à faire que de reconfiner.

A nouveau va falloir que le Président se défausse devant les fosses mortuaires. Macron a tenu compte des leçons médiatiques du premier épisode. Il ne faut pas laisser d'espace à son premier Ministre ou à ses ministres. Le maître de la parole c'est lui et lui seul. Son seul but est de « sauver son narratif et son image ». Sa psychologie problématique et son projet politique l'exigent. Le reste ne compte pas.

On assiste alors à une parodie ridicule. Depuis l'épisode lamentable des élections municipales, Macron veut faire endosser les décisions difficiles qui l'arrangent par les oppositions, de manière à les évacuer de son bilan. Mais pas question de dialogue véritable et de cogestion de la décision. Il s'agit uniquement d'apparences douteuses destinées au grand public via les médias consentants. Alors on convoque les partis d'opposition à une réunion où M. Castex, premier de cordée

macroniste choisie pour sa faiblesse, en vient à indiquer que lui-même ne sait rien de ce que va dire le Président qui s'est réservé le beau rôle et l'entièreté de la communication. Malheureusement la droite classique s'est prêtée au jeu sans vraie réaction : il fallait partir et dénoncer. On reste et on geint. C'est peu. Bien trop peu. Toute l'action des médias est de faire converger les Français vers l'écoute de la déclaration jupitérienne. Elle va être intégralement pesée au trébuchet pour tenter d'exonérer Jupiter de tout reproche et de cibler des clientèles pour qu'elles soient anesthésiées et cessent de se révolter contre les résultats ineptes de la politique narcissique menée par le Président qui a abandonné pendant six mois les grandes nécessités nationales à la diligence incertaine de sous-fifres.

C'est que tout le pays se demande ce qui a bien pu être fait par le gouvernement pendant ces six mois pour parer à la recrudescence automnale des virus que tout le monde a annoncé. On sait que le virus, presque disparu à la fin du confinement précédent, est revenu par les étrangers. Une variante peu dangereuse s'est installée à Marseille avant de disparaître. Mais une variante dangereuse s'est réimplantée en provenance du nord de l'Europe. Aucune mesure n'a été prise pour éviter que les étrangers venant du nord et de l'est ne recontaminent les Français. Aucun contrôle n'a été organisé aux aéroports. Toutes les frontières sont restées béantes alors même que d'autres pays réduisaient l'accès à leur pays notamment en provenance de France. Le retour de la pandémie ne pouvait être jugulé que par une politique stricte de détection ciblée, de traitement précoce et d'isolement des malades, en même temps qu'on réglait la question des vaccins anti grippaux et qu'on organisait mieux l'éventuelle remontée des hospitalisations.

Pratiquement rien ne sera fait, tout le monde étant mobilisé par le changement de gouvernement et la course aux places ou aux lots de consolation. On dispose de 16.000 femmes fonctionnaires de catégorie A au ministère de la santé, dont personne ne comprend ce qu'elles peuvent bien fricoter. On pouvait légitimement penser qu'elles seraient mobilisées pour éteindre les clusters en organisant la détection, les soins, les confinements et leur surveillance. Pas du tout ! « Et les vacances alors et ce n'est pas notre rôle. Nous sommes de la catégorie A, on ne va pas s'abaisser à identifier et surveiller les cas contacts et organiser les mises en quarantaine individuelles ». Alors on a donné le rôle à la Caisse nationale de maladie, plus répartie sur le terrain mais sans effectif suffisant et plus habituée à distribuer sans limite même en fraude des droits qu'à exercer un contrôle quelconque. Et puis il y avait les vacances et les syndicats. Du coup, à part quelques réussites limitées, toute la politique de tester, soigner, isoler a été un effroyable échec, comme en Mars, et la pandémie a flambé. Quant aux urgences, au nom desquelles on mesure toute la politique sanitaire (« elles ne doivent pas être saturées pour éviter les tris indignes de malades dans la confusion générale) » qu'a-t-on fait en six mois ? On a arrosé d'argent les « soignants » avec des inégalités choquantes entre les différentes catégories mais on n'a rien fait de sérieux pour élargir l'offre en cas de reprise de la pandémie.

Emmanuel Macron, lui qui avait annoncé que l'on ne confinerait jamais plus, lui qui avait affirmé qu'on était prêt dès juillet à faire face à toute reprise de la pandémie, lui qui avait tout chamboulé pour reprendre la main et redevenir le maître de la parole, est aux abois. Tout se retourne ! Il risque à nouveau de perdre la main. Il a tergiversé des semaines durant avant de réagir. Jusqu'à ce qu'il ne soit plus possible de traîner.

Cela a donné l'intervention télévisée du 28 octobre 2020, un chef d'œuvre de défausse et de communication politique trompeuse.

La crise sanitaire qui repart : ce n'est pas lui ! Lui il a été impeccable. Ce sont les Français qui en sont la cause. Quelle indiscipline ! De toutes façons c'est partout la même chose en Europe. Alors comment aurait-il pu, seul, échapper à l'aggravation automnale du virus ? Tout procès de ce qu'il a fait ou pas fait est indécent en cette période où il faut se serrer les coudes. L'opposition de droite est inutilement malveillante et ne propose rien.

Tel est le thème de com' qui alimentera tous les éléments de langage : « je ne suis ni responsable ni coupable et il est interdit de me critiquer sans malséance ». Même si cela ne dupe que la moitié de la population c'est toujours cela de pris. « Ce pov' Macron si dynamique, qui parle si bien avec ses beaux yeux bleus, que les temps sont durs avec lui ! ». La pleurnicherie gagne les médias et une partie du bon peuple.

Toute responsabilité étant évacuée, il faut éviter que les mesures prises ne nuisent au futur candidat. Le plan est tout simple : les circonstances lui imposent un confinement mais on va le faire mieux que les autres en évitant bien des tracas. Regardez comme il est gentil : il ne confinera pas les vieux. Merci Monsieur ! Il ne frappera pas l'économie : on continuera de travailler dans les administrations et les entreprises ! Merci Monsieur. Il ne frappera pas l'école : elles resteront ouvertes jusqu'au lycée. Merci Monsieur. On ne frappera pas le bâtiment qui pourra continuer les travaux. Merci Monsieur. Donc on ne confinera que les vieux dont on vient de dire qu'ils ne seront pas ciblés ! Fa Tutto ! Tout le discours n'est qu'une suite d'oxymores où tout est dit et et son contraire, « en même temps » comme c'est son habitude et ce qu'il croit être son habileté.

Macron annonce que le virus ne sera pas jugulé et qu'il faudra vivre très longtemps avec lui. Il faut traduire : « Maintenant que j'ai parlé, ne venez plus m'embêtez avec cela jusqu'aux Présidentielles. Voyez avec les sous-fifres surtout si vous n'avez rien compris de ce qui va se passer concrètement après avoir entendu mon discours. Je sais que Castex est trop transparent pour me faire la même ombre que Philippe. Moi je retourne à mes casseroles et d'abord aux élections régionales qu'il importe de reporter puisque je n'ai aucun moyen de les gagner ».

Le jour même où il avait annoncé le « couvre-feu », toute sa journée avait été consacrée à la manière de traiter le cas des élections régionales. La manœuvre : faire assumer le report aux partis. Le lendemain même de sa martiale déclaration de confinement, il nomme Jean-Louis Debré pour obtenir ce résultat. Il n'y avait guère de doute sur son refus possible : il ne fait que moquer la droite depuis qu'il a été remplacé au poste de président du Conseil Constitutionnel.

Et voilà que des musulmans fanatiques frappent à nouveau en tuant trois personnes dans une basilique à Nice dont une vieille dame décapitée.

Et voilà que les morts d'accumulent dans les hôpitaux, bientôt mille par jour.

La défausse tombe à plat devant les fosses qui s'ouvrent et se remplissent. Ce semestre « jupitérien » n'a été qu'un épisode nullissime, loin des nécessités nationales et débouchant sur l'horreur.

Oui : le semestre de reprise en main jupitérienne aura été un désastre. Ce Président à la psychologie difficile qui vit inlassablement dans la quête de lui-même, entre affirmation de soi outrancière et esquives récurrentes, refuse absolument de se salir les mains en s'attaquant à fond à l'essentiel. Pour lui, ce serait « gâcher mon narratif et renoncer à un second mandat ». Ces six mois d'hyper narcisissme à côté de la plaque ont plombé la France un peu plus. Une totale perte de temps gouvernementale. On n'ose imaginer ce que vont être les six mois à venir.

Les Français doivent réclamer dès maintenant, et imposer dès que possible, un gouvernement d'unité nationale et de salut public qui mette en œuvre les solutions radicales qui s'imposent sans se préoccuper des problèmes d'ego d'un président à la psychologie dangereuse et encore moins de la cohérence de son insupportable « narratif ».